



Gaz de schiste : un enjeu de civilisation sur fond d'atteinte à la démocratie.

Martine Perez, conseillère régionale communiste.

Mes camarades présents à la réunion publique de St Jean du Bruel m'ont rapporté les informations insupportables quant au mépris avec lequel sont traitées les populations. Voilà un gouvernement, un ex ministre, soit disant écologiste, qui accordent un permis d'exploiter notre sous-sol, sans que soient avertis les citoyens et leurs élus.

J'attends avec impatience les réactions de tous ces élus de droite, centristes, vis-à-vis de leurs amis aux affaires, en commençant par le député UMP, Alain Marc !

En ce qui me concerne, c'est clair. Nous devons entrer en résistance, exiger un moratoire suspensif à tout début de travaux, obtenir un véritable débat, démocratique, contradictoire, et le cas échéant demander par voie référendaire, l'avis des populations concernées.

Pour autant, le dossier met en lumière un véritable enjeu de société, de civilisation, qui va devenir crucial dans les années à venir. Il porte un nom : **le droit à l'énergie pour toutes et tous**, un droit qu'il faut rendre compatible avec les exigences d'un développement durable.

Ce droit à l'énergie est indispensable à la vie. Il doit constituer un bien commun à partager. Dans la France de Sarkozy, ce droit est déjà refusé à 6 millions de personnes en situation de précarité qui ne peuvent ni s'éclairer, ni se chauffer !

Tous les scientifiques s'accordent à dire que d'ici 15 à 20 ans, certaines ressources énergétiques, notamment le pétrole, seront épuisées.

Cette situation est dangereuse, car génératrice de conflits, de guerres, pour la maîtrise de sources devenues rares, mais aussi de nouvelles agressions contre la planète.

Est-il anodin d'ailleurs de constater que ce permis d'exploiter, a été scandaleusement accordée à une entreprise américaine ?

Cette privatisation du secteur énergétique, qu'illustre dans un autre domaine, la prolifération anarchique des éoliennes, est un contre sens, lourd de dangers, contraire à l'intérêt général.

Alors qu'il est nécessaire de développer la recherche, développement incompatible avec la logique capitaliste de rentabilité maximum et immédiate, alors que l'énergie doit être considérée comme un bien commun, il convient de poser avec force l'enjeu d'un grand service public européen de l'énergie, service démocratisé et non étatisé, géré par des conseils d'administration élus, avec la participation des usagers, des personnels concernés, des élus.

L'attitude de monsieur Borloo montre bien que la notion de capitalisme vert est une supercherie destinée à tromper les citoyens.